

LE PARTI DE L'EFFICACITÉ

En matière de constructions navales, le ministre de droite de Michel Rocard, Roger Fauroux, entend poursuivre l'œuvre destructrice de ses prédécesseurs.

S'agissant de La Ciotat, il déclare : « Quand le dernier bâtiment sera achevé, il faudra tourner la page ».

Contrairement à d'autres, animés par de sordides calculs politiques, les communistes ont toujours soutenu l'idée que la fermeture de la Normandie, comme celle de Dubigeon, était une mauvaise chose pour St-Nazaire et sa région car la fermeture de ces chantiers s'inscrit dans un plan global de démantèlement de la construction navale française.

Seule la lutte à laquelle les communistes ont participé activement, a permis d'éviter l'irréversible. N'en déplaise à M. d'Acremont et à la minable opération organisée autour de la revue « Miami New ».

Au moment où ces lignes sont écrites, il est annoncé la commande probable d'un paquebot à Saint-Nazaire.

C'est la preuve que la demande en construction de navires existe bien, et que la lutte est payante, contraignant le gouvernement à mettre une rallonge dans le collectif budgétaire pour la construction navale.

« Les données internationales sont incontournables », affirme le ministre Fauroux. Faux. La réalité internationale montre que les commandes mondiales ont augmenté de 15 % alors qu'en France elles ont baissé de 27 % et font que cette dernière n'apparaît plus dans le classement mondial.

Aucun argument ne peut justifier l'absence de commande nouvelle à Saint-Nazaire. Les besoins de la Marine marchande française

suffiraient déjà à alimenter les chantiers.

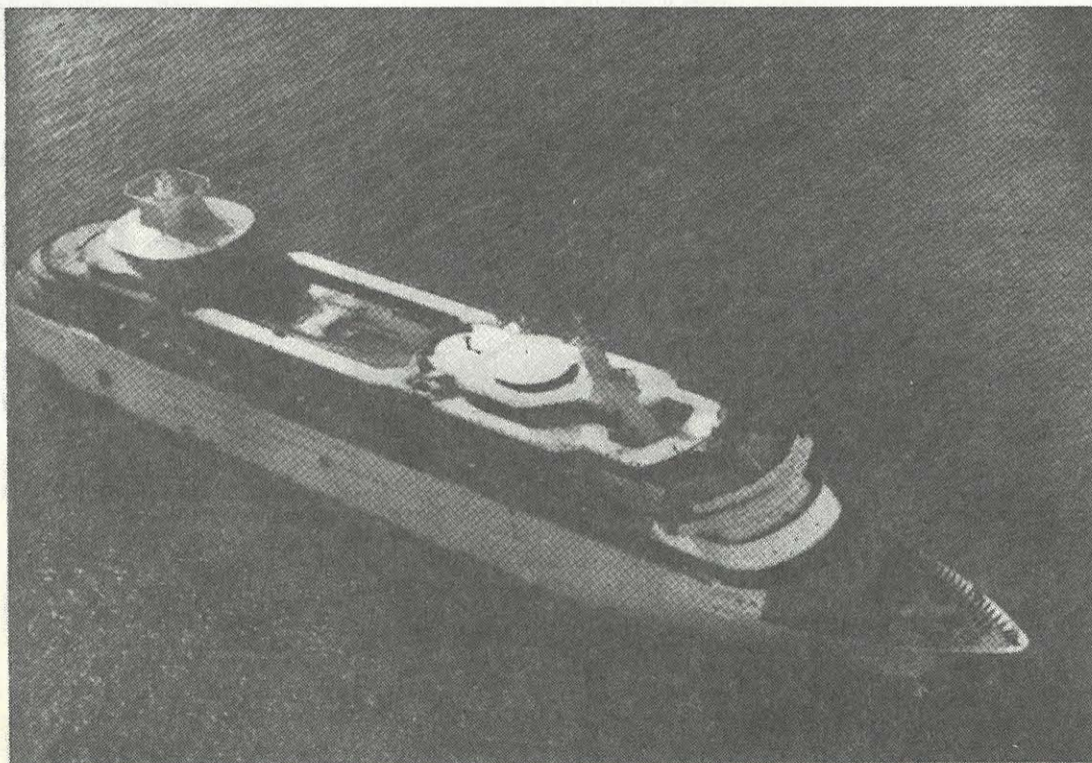
On se souvient de la lutte qu'il a fallu mener pour arracher la commande du car-ferry breton. Elle a été payante. Le rôle du Parti Communiste a été déterminant. D'autres luttes s'avèrent nécessaires pour la navale et toute la filière maritime.

Dans cette période de tensions sociales où des catégories de travailleurs des plus diverses relèvent la tête et

s'opposent à l'austérité, le Parti Communiste est la cible d'attaques convergentes. C'est la preuve de son efficacité.

Mais il faut lui donner encore plus de force, plus de vitalité. En adhérant au Parti Communiste, devenez un maillon actif pour renforcer le mouvement qui se développe pour plus de justice, de liberté et de paix.

Jean PERRAUDEAU
Membre du Secrétariat
Fédéral du P.C.F.



SOMMAIRE

Pour l'emploi,
défendre
les salaires

Le conflit de l'été
sur A2

Bicentenaire
de la Révolution

p. 2

La diversion Miami

Capitaux
exportés...

Navale bleu,
blanc, rouge...

Nouvel abandon ?

p. 3

26-27 novembre
Saint-Nazaire
FÊTE DES LIBERTÉS

p. 5

Le 50^e Congrès
de l'UD-CGT

Progrès CGT
à EDF-GDF

Les luttes

p. 6

Fête de Nantes :
Succès et 47
adhésions au PCF

Brèves
Associations

p. 7



BICENTENAIRE MODE D'EMPLOI

Au moment où il entre dans sa phase active, le bi-centenaire de la Révolution française semble poser des problèmes à tous ceux qui en recherchent encore le mode d'emploi, notamment en Loire-Atlantique.

Et pourtant, certains pensaient avoir préparé cette course de longue haleine depuis assez longtemps. Les tenants de la vieille caricature qui réduit la Révolution à la violence et à la Terreur, tels P. Chaunu et Y. Durand, avaient apporté leur caution « universitaire » en même temps qu'une couverture médiatique tapageuse à quelques ouvrages d'histoire départementale sur le « génocide franco-vendéen », ou la terreur de Carrier à Nantes. Ainsi, P. Chaunu affirmait-il : « L'imagination sadique des colonnes de Turreau égale S.S., goulags et Kmers rouges ». Il est vrai qu'il déclarait par ailleurs « cracher par terre chaque fois qu'il passe devant le lycée Carnot », uniquement parce que ce lycée porte le nom du jacobin, membre du Comité de Salut Public, « organisateur de la victoire » de la jeune Nation française contre l'Europe coalisée, en 1793-94.

En cela, ils n'ont fait que réactiver la vision départementale conservatrice encore dominante de l'événement. Au Conseil général, M. Donatien de Sesmaisons affirme que, selon lui, « depuis 200 ans nous n'avons vécu qu'une parenthèse de l'Histoire ». Dans ce procès rétrospectif, la Révolution ne serait pas seulement coupable de « génocide ». Elle serait aussi responsable d'une « ruine » économique durable de la France. L'absurdité de telles affirmations est manifeste. Il s'agit surtout, par cette évocation unilatéralement négative, d'étouffer et d'exorciser toutes les aspirations progressistes et révolutionnaires d'aujourd'hui.

Au plan national, la Mission du bicentenaire, désormais dirigée, après M. Baroin et E. Faure, par J.-N. Jeanneney, tente également de donner un second souffle à son activité. Pour l'instant elle se résume surtout, semble-t-il, à une exploitation consensuelle et marchande de l'affaire. Cela a donné, en juin dernier, à la Villette, « 89 avant-première », pour l'essentiel grand-bazar commercial, où le mercantile le disputait au ridicule : bric-à-brac de produits, gadgets, champagnes, lunettes de soleil, slippers tricolores, tous frappés du sigle officiel de la

Mission du bicentenaire... Il est également question d'un « Parc touristique 89 » !?...

De tels errements se fondent, il est vrai, sur une autre tentative visant, elle, à ne retenir de la Révolution que les aspects les plus anecdotiques et superficiels, à ne sélectionner dans l'événement que ce qui ne tirerait plus à conséquence, à « faire d'une commémoration conflictuelle une célébration consensuelle », comme disait E. Faure. Exaltation de l'esprit d'entreprise, renvoi dos à dos des révolutionnaires et de leurs détracteurs, réinterprétation de l'événement hors de tout contexte historique et social, voilà qui tend à exclure tout ce qui pourrait évoquer le contenu de classe de la Révolution.

Comment s'étonner, dès lors, que certains n'hésitent même plus à poser la question, anti-historique par excellence, de savoir si la Révolution aurait pu ne pas avoir lieu ?

Mais la Révolution qui commence en France en 1789 n'est pas à refaire ou à défaire. Elle est faite et c'est un tout, ou un « bloc » comme disait déjà Clemenceau au moment du centenaire. Et, pas plus aujourd'hui qu'hier, il n'y a pas à choisir 89 contre 93, la Gironde contre la Montagne, Desmoulins contre Marat, ou Danton contre Robespierre...

A l'encontre de ces utilisations bien particulières du bicentenaire, d'autres, ayant moins de problèmes de mode d'emploi à son égard, et par des démarches plus novatrices, agissent pour faire connaître, pour aider à comprendre et pour défendre les acquis de la Révolution.

Car il y a, à son sujet, une réelle « faim d'histoire », particulièrement chez les jeunes. Ils réagissent ainsi à leur méconnaissance de la période, due aux anciens programmes d'histoire du secondaire qui, pendant plus de dix ans, ont marginalisé l'enseignement de l'histoire de la Révolution.

Témoignage de cette volonté de connaissance de la Révolution, dans leur diversité :

— Le succès de la conférence de Michel Vovelle que nous avons organisée à la Manufacture des Tabacs il y a un an. Au cours du débat, en réponse à une question sur la violence, il y souligna qu'« il est vrai qu'il y a dans la Révolution une interrogation sur la violence qu'il ne faut pas

occulter. Mais ce qui est odieux dans ce courant (des Chaunu et Durand), c'est l'anachronisme. La Révolution aurait été l'ancêtre de tous les totalitarismes et l'on emploie les mots insoutenables de génocide ou de gestapo. C'est une hérésie pour l'historien de nier, ainsi, le temps et l'espace ».

— L'affluence au cycle de cours publics de l'association « Nantes-Histoire ».

— La publication, à la mi-décembre, par l'association nazairienne AREMORS, d'un ouvrage sur la Révolution dans les districts de Guérande et Savenay.

— La mise en place, ces jours-ci, de l'association départementale « VIVE 89 » dont les buts sont de populariser 1789 en Loire-Atlantique, de montrer l'actualité des idéaux progressistes de liberté, d'égalité et de fraternité, et de rapprocher le bicentenaire au plus près des gens. Nous aurons l'occasion d'y revenir bientôt.

Dans le même esprit, nous nous proposons, pendant toute la période du bicentenaire, de publier dans ces colonnes, une série d'articles portant sur la Révolution en Loire-Inférieure, premier nom du département.

Il s'agira moins d'un récit complet en feuilleton, que d'articles portant sur des points particuliers de l'histoire départementale, nantaise ou nazairienne. Il y aura aussi des comptes rendus critiques d'ouvrages parus ou à paraître sur la Révolution dans le département.

Déjà des historiens et écrivains nous ont donné leur accord : L. Oury, A. Bergerat, J. Aubin, P. Mahé, R. Antoine, etc... D'autres viendront les rejoindre.

Ce sera donc une manière de participer au bicentenaire que de prendre ici un rendez-vous régulier avec l'histoire vivante de la Révolution.

Pour ce qui nous concerne, nous savons et disons clairement ce que nous voulons faire du bicentenaire : contribuer à faire mieux connaître la Révolution pour ce qu'elle fut vraiment, y compris dans notre département, et en défendre les idéaux de justice et de liberté. C'est aussi, on l'aura compris, en souligner l'actualité, et démontrer qu'aujourd'hui encore, il y a des bastilles à prendre.

Jean-Yves MARTIN.

POUR L'EMPLOI DÉFENDRE LES SALAIRES

Nul doute que la question des salaires est à l'ordre du jour dans le pays. La politique de rigueur commencée dès juin 82 par son initiateur Mauroy est en train de prendre un coup de vieux.

La fatalité de la crise, tant décrite, les salaires, prétendue cause d'inflation, et autre explication ne font plus recette.

Les travailleurs des Chantiers ne sont pas insensibles à ce qui se passe dans le pays. La grogne et le mécontentement existent au regard de la politique dite sociale de misère qu'impose l'Alsthom. Aucune catégorie de travailleurs n'est épargnée, de l'ouvrier à l'ingénieur. Et aucune n'est dupe au regard des possibilités financières d'Alsthom, dont la trésorerie avoisine les 10 milliards de francs. Les salaires à l'Alsthom ne sont pas source de difficulté de prise de commande. C'est bien l'accumulation financière qui pèse sur la Société.

Une récente étude du Bureau Américain des Statistiques du Travail sur les coûts moyens de

main-d'œuvre en 87 place la France à l'indice 77, alors qu'un pays comme la R.F.A. se situe à 107. Et pourtant, en matière de construction navale, la R.F.A. prend des commandes, alors qu'à Saint-Nazaire aucune n'a encore été prise en 88 !

Il faudra bien que la Direction générale d'Alsthom se mette en tête d'investir dans l'homme. Car la compétitivité d'une entreprise passe aussi par la reconnaissance des compétences du personnel, et donc des meilleurs salaires. Des idées d'augmentation de 1 000 F minimum sont dans les têtes, avec un salaire minimum de 6 000 F. Ceci montre que la revendication d'un SMIC à 6 000 F avancée par notre candidat aux Présidentielles n'était pas utopique.

Ces quelques pistes avancées méritent d'être débattues encore plus, car pour peu qu'elles deviennent le sujet de lutte au Chantier, quel meilleur moyen de préparer l'avenir de la Navale à Saint-Nazaire !



LE CONFLIT DE L'ÉTÉ SUR A2

Peut-être avez-vous regardé l'émission d'Antenne 2 sur les syndicats, et donc le reportage concernant la grève de juin-juillet.

Que peut-on dire, sinon que c'était une émission plus que contestable ?

A vouloir absolument prouver que les syndicats ne servent plus à rien, on en vient à mentir sans sourciller, en affirmant que rien

n'a été obtenu, et que les luttes sont donc inutiles.

Les patrons et le gouvernement ne trouvèrent rien à redire à une telle émission, dont le but évident est d'imposer la résignation, voie royale à tous les mauvais coups.

Reste que les travailleurs savent aussi que si en face ils mentent, c'est qu'ils ne sont pas aussi forts qu'ils le disent.

C'est aussi un enseignement à tirer du conflit.

LA DIVERSION MIAMI

Les dernières statistiques de la construction navale montrent que les commandes mondiales sont en progression constante

Les dernières statistiques de la construction navale montrent que les commandes mondiales sont en progression constante depuis le mois de mars 1987 :

— Mars 1987 = 20,6 milliards de T.J.B.

— Mars 1988 = 23,2 milliards de T.J.B.

— Juin 1988 = 23,9 milliards de T.J.B.

Soit une hausse de 15 % !

Mais, pendant ce temps, la France recule et stupéfaction ! n'apparaît même pas dans le tableau publié par Lloyd's Register.

Ainsi, après avoir été longtemps une grande puissance maritime, notre pays s'enfoncé littéralement alors que l'Allemagne est en 7^e position, l'Italie en 8^e, la Finlande en 10^e, l'Espagne en 11^e...

L'Europe de 1992 se prépare aujourd'hui... à notre détriment.

LES CAUSES

On veut faire croire que c'est parce que nous ne sommes pas compétitifs, que nous sommes trop payés, etc., etc... Mais, à l'épreuve des faits, tous ces arguments ne tiennent pas, alors on nous sort une vieille lune = nous avons une mauvaise image de marque... les travailleurs en lutte portent préjudice à l'entreprise... Et on voit même d'Acromont sortir un journal de Miami pour faire croire qu'une manif en cette lointaine petite ville française de Saint-Nazaire ferait peur aux riches armateurs ! Rien que ça ! Vraiment le ridicule ne tue plus et le courage n'est pas la vertu principale de ceux qui président aux destinées de la Navale française !

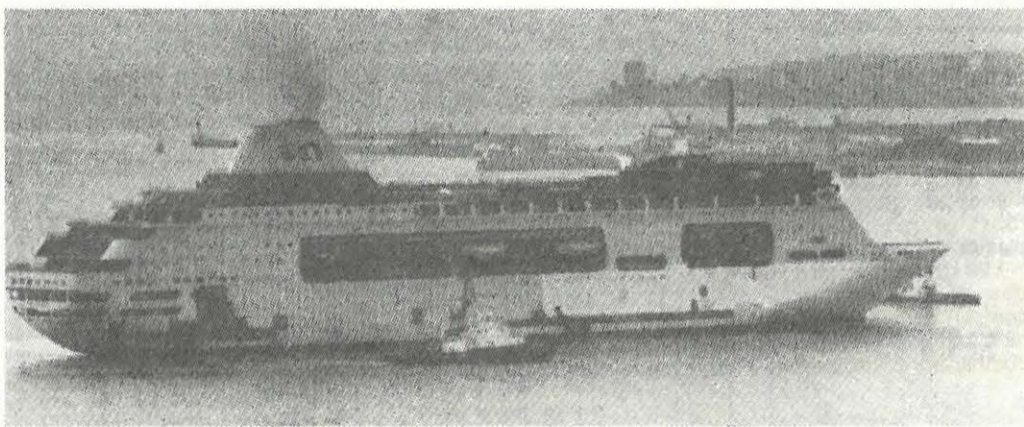
Les véritables causes sont ailleurs. Elles sont dans la politique menée depuis des années aussi bien par l'Alsthom que par le gouvernement, et sans les luttes, la situation serait plus catastro-

phique encore puisque c'est contraint et forcé par l'action que gouvernement et direction ont dû, par exemple, accepter de prendre le Ferry Breton en commande.

Les attaques en règle contre les travailleurs en lutte, contre la C.G.T., contre le Parti Communiste Français ont pour but de dédouaner les vrais responsables et de faire porter les responsabilités à ceux qui courageusement se battent.

Aucune diversion ne peut cependant cacher que Saint-Nazaire possède le dernier grand chantier français. Un chantier qui n'a pris aucune commande en 1988 (les militaires en sont toujours pas officielles) alors que le marché est en hausse.

La direction Alsthom et le gouvernement sont directement impliqués dans cette mauvaise politique. A nous de les en faire changer.



NAVALE, BLEU, BLANC, ROUGE

L'emploi et l'indépendance nationale : c'est possible !

Le carnet de commandes des chantiers français s'est réduit de 27 % entre 1987 et 1988. Dans le même temps, le carnet des autres pays européens augmentait, la progression mondiale se situant à 3,5 % dans la même période. C'est le journal « Les Echos » qui avance de telles affirmations.

Cela n'est pas pour surprendre les communistes qui luttent depuis de nombreuses années pour maintenir et développer l'industrie navale en France.

Il est grand temps d'arrêter l'hémorragie et de définir une politique pour la Navale.

Pendant le conflit de juin et juillet derniers, le gouvernement

s'était engagé à discuter dans ce sens ; mais ce même gouvernement refuse de rencontrer la C.G.T. venue lui demander des comptes à Matignon. Cela n'est pas fait pour rassurer les travailleurs quant à leur avenir !

Pourtant d'énormes possibilités existent pour assurer l'emploi des Chantiers. En témoigne l'augmentation du carnet mondial, mais aussi le déclin continu de la flotte française. Moins de 30 % de nos échanges maritimes transitent sous pavillon français ! C'est une situation inacceptable qui met en cause notre indépendance nationale.

La stratégie du Capital consiste à tout ramener à l'Europe. Si on

laissait faire, la France deviendrait une vaste friche.

Mais les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser faire ! Les luttes qui se développent actuellement dans le pays sont riches de potentialités. L'austérité ne passe plus. Le déclin industriel et social, ça suffit !

Le conflit des Chantiers portait également ces exigences industrielles et sociales. Il doit porter ses fruits sans tarder !

Pour l'emploi de tous avec des salaires décents, l'avenir de Saint-Nazaire, de la région, du pays et son indépendance passe par la concrétisation rapide des commandes en cours de discussion actuellement.

CAPITAUX EXPORTÉS EMPLOI LAMINÉ

La direction d'Alsthom vient d'annoncer l'acquisition qu'elle a faite de « la totalité du capital de la Société allemande Kiepes-Elektrik, jusqu'à présent filiale de la Société belge des A.C.E.C. ».

La firme ainsi absorbée réalise un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions de francs et emploie 400 personnes. L'opération, ajoute Alsthom, englobe

également une autre filiale située à Vienne (Autriche) dont le chiffre d'affaires est de 50 millions de francs et l'effectif de 70 personnes.

Pendant que le groupe exporte ainsi en capitaux, il liquide des sites et des productions en France avec, à la clef, des suppressions massives d'emploi. Il en a programmé plus de 3 000 pour 1988.

SALAIRES : C'EST SELON !

1 000 F d'augmentation de salaire, c'est impossible, c'est suicidaire au dire de la Direction générale d'Alsthom.

Pourtant le bilan social de la Société nous apprend que dès 1987, les dix meilleurs salaires se sont

accordé une augmentation moyenne de 1 600 F par mois, pour un salaire moyen mensuel de 76 000 F.

Alors, possible ? pas possible ? c'est selon que l'on s'appelle Moyon ou d'Acromont.

OÙ EST PASSÉ LE MAGOT ?

Le journal « Les Echos » nous annonce que le ministre de l'Industrie Fouroux demande une rallonge de 500 millions de francs pour doubler la dotation prévue en faveur

des Chantiers de Saint-Nazaire.

Mais, au fait, combien a été dépensé pour le budget 88, alors qu'aucune commande n'a été prise ?

NOUVEL ABANDON ?

La réorganisation des services techniques, principalement des bureaux d'études, est actuellement en pleine phase d'application.

Dans le même temps, la Direction annonce le regroupement des bureaux d'études exécution (industrialisation) tôlerie et de la préparation tôlerie. Cela n'est pas sans interroger le personnel sur plusieurs aspects :

- l'emploi ;
- les salaires ;
- les qualifications.

Sans être figé sur les structures et leur évolu-

tion, on peut quand même être inquiet quant à certaine orientation. C'est le cas pour le système informatique (SICEN) que la Direction projette d'abandonner au profit d'un système suédois.

Alors que la Direction parle beaucoup de pérennité et de développement pour nos techniques, pourquoi laisser tomber l'évolution en cours du système français ?

Avons-nous à faire face à un nouvel abandon technologique ? Cela n'est pas sans nous inquiéter.

UNE MACHINE A COUDRE ?..

TOYOTA BIEN SUR !

JUSQU'AU
24 DÉC.

REPRISE
1000F

4.860 F

35 PROGRAMMES

3860F

TOYOTA reprend votre machine à coudre 1000 F sur l'achat du modèle 9900 EL - 35 programmes et l'aide de l'électronique pour piquer plus facilement les surepasseurs (jeans). Points utilitaires et brodés (festons). Vaise rigide. GARANTIE 5 ANS.

blanchard

2, ALLEE D'ORLEANS.
NANTES. TEL. 40 48 75 00

QUEST

0/20 MT1

TTC*

ARD HAUMONT

leur officiel MOTOBECANE

hauts-Pavés - NANTES - Tél. 40.74.10.38

jusqu'au 31 décembre 1988 dans la limite des places.



BIENTÔT NOËL

L'année 1988 se termine et, comme les précédentes, elle n'échappe pas aux traditionnelles fêtes « de fin d'année ». C'est la période des réveillons, des réceptions familiales.

C'est la période des cadeaux, et des millions d'enfants seront en extase devant les jouets déposés dans les sabots et souliers, et cela, sous l'œil amusé des parents ou du grand frère et de la grande sœur qui « n'y croient plus ».

Si Noël fait la joie des petits, il n'en reste pas moins que les grandes personnes sont aussi sensibles à la coutume des cadeaux, quelle que soit leur valeur. Autant de joie se lit dans les regards, qu'il s'agisse d'offrir ou de recevoir.

**

Amis lecteurs, nous nous permettons de vous guider dans votre choix, en vous conseillant d'aller chez les annonceurs des « Nouvelles de Loire-Atlantique ». Le meilleur accueil vous sera réservé. Et joyeux Noël à tous !



FUZZ DISQUES
1, Place de la Bourse
44000 NANTES
Tél. : 40.48.78.72
LE FOURNISSEUR
N°1
DES DISCOTHEQUES

Tous les disques
K7 et C.D.

JOYEUX NOËL...
AVEC LES
ANNONCEURS DES
« NOUVELLES DE
LOIRE-ATLANTIQUE »

C.E.C.V. CARAVANES

LE PARTENAIRE DE VOS LOISIRS...

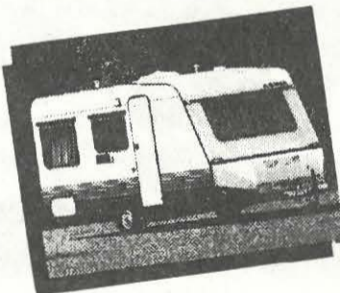
SPÉCIAL FIN D'ANNÉE...

PRÉSENTATION DES MODÈLES 89

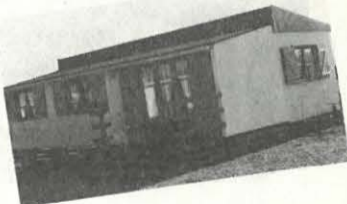
Concessionnaire des
marques réputées

ADRIA-ESTEREL

Nombreuses fins de
série à saisir !



Châlet - Abri de jardin
OBB



IMPORTATEUR EXCLUSIF DE MOBIL HOMES
WILLERBY - ABY - BK - TUDOR - COSALT

Nombreuses occasions
à partir de

19 900 F

RÉPARATIONS

Le spécialiste de la pièce détachée pour caravanes.

ACCESSOIRES

Ragon - 44119 TREILLIERES

(Nouvelle route de Rennes :
sortie « La Chapelle-sur-Erdre »)
Suivre fléchage « C.E.C.V. »



TÉL. 40 29 76 09

SAINT-NAZAIRE

Samedi 26 novembre
dimanche 27 novembre

NOMBREUX STANDS, BARS, RESTAURANTS,
JEUX, EXPOSITIONS à la

FÊTE DES LIBERTÉS

Parc des Expositions - Petit Maroc

SAMEDI 26 NOVEMBRE

15 h - Haltérophilie
Tennis de table

Débat sur la formation

21 h - SOIRÉE DANSANTE
avec

JET LASER DISCO

DIMANCHE 27 NOVEMBRE

MEETING

avec

Gilles BONTEMPS

Secrétaire de la Fédération du P-C-F-

Chansons avec

J.-J. MEL

Magie avec

SANTINI

Livres et dédicaces avec

Patrick BESSON

Jean MAIRE

Auteurs



NON A L'EXPLOITATION

Les profits des patrons sur les intérimaires ne se comptent plus, en France. Et dans notre région, ce n'est pas un hasard si les camarades d'Alsthom se sont révoltés, unis, pour réclamer leurs justes revendications.

Les patrons et le pouvoir socialiste, en voulant prendre cette partie de la classe ouvrière pour des négriers, se sont retrouvés devant un mécontentement profond.

Alors que 1 500 personnes sont exploitées pour effectuer des travaux qui ne correspondent pas toujours à leur qualification, les patrons font des bénéfices, les boîtes d'intérimaires se développent, tout cela sous l'œil bienveillant du

pouvoir, au lieu de créer de vrais emplois, stables, dans les entreprises.

Comment peut-on encore tolérer une telle exploitation de l'homme, à la veille du Bicentenaire ?

Le Parti Communiste Français ne peut accepter cela. C'est pourquoi, les communistes soutiennent toutes les luttes pour le S.M.I.C. à 6 000 F, pour des créations d'emplois, de meilleures conditions de vie et de travail, pour une meilleure sécurité, pour le respect de l'Homme...

C'est pour tout cela que le P.C.F. soutient et soutiendra toutes les luttes qui contribuent au développement social de la classe ouvrière.

SODEXHO

Une bataille des temps modernes

Les serveuses de la SODEXHO sont en lutte depuis six semaines pour l'amélioration de leurs conditions de travail et particulièrement de leurs salaires.

La SODEXHO est l'une des principales sociétés de restauration collective. Elle emploie 25 000 personnes et fait des profits énormes.

Cela n'empêche que les salariés, principalement des femmes, perçoivent des salaires misérables : autour de

4 000 F par mois à temps complet.

Mais que dire des journalières ? Chaque heure, elles attendent avec impatience de pouvoir venir travailler !

A la veille du bicentenaire de la Révolution Française, que l'on s'appête à fêter avec faste, il y a encore des conditions de vie dignes du Moyen-Age... Oui, vraiment, il y a encore des Bastilles à prendre !!!

CYNISME

Licenciés « pour sauver l'entreprise », on leur demande d'acheter des actions !

Le cynisme de la direction d'Alsthom n'a pas de limite.

Déjà le discours bien connu maintenant était le suivant : « on supprime des emplois pour sauver l'emploi ».

C'est à ce titre que les 120 « congés de conversion » ont été prononcés au Chantier. Mais le cynisme de la Direc-

tion ne s'arrête pas là : elle vient d'envoyer aux 120 une missive contenant le journal d'entreprise « Inter 7 » et un appel à acheter des actions C.G.E.

On demande donc aux victimes de participer à la financiarisation de l'entreprise... FAUT OSER NON...

L'U.D. C.G.T. A TENU SON 50^e CONGRÈS

Le 50^e Congrès de l'Union départementale CGT s'est tenu la semaine dernière. Au cœur des débats, bien sûr, les luttes qui se développent depuis plusieurs mois principalement à l'initiative de la CGT.

Le congrès très combatif où la voix des travailleurs de la SEMITAN, de l'Alsthom, celle des infirmières... est venue enrichir la réflexion sur les batailles revendicatives de la CGT.

Une CGT dont les délégués soulignent la bonne santé et s'interrogent, apportent des réponses pour en faire encore plus et mieux une grande organisation au service de tous les salariés. Un syndicat de masse et de classe.

Le congrès a montré l'union de ses travailleurs(es) de toutes catégories, si divers mais dont le point commun est l'engagement avec la CGT.

Le rapport d'activité a été adopté à 99,7 % et celui d'orientation à 98,2 % des suffrages exprimés.

Cette union s'est réalisée sur une conception très combative, sur des objectifs revendicatifs d'un contenu élevé. Visiblement les délégués étaient bien en phase avec ce qui bouge et se dessine de plus en plus précisément dans le mouvement social.

Le dynamisme du débat soulignait combien les potentialités de rassemblement, la volonté de ne plus supporter l'insupportable, le ras-le-bol de nombreux salariés ne demandaient qu'à s'exprimer et prendre forme dans l'action.

La CGT et ses organisations entendent bien encourager cette détermination et faire toujours mieux jouer la démocratie pour éviter les mauvais coups des signataires au rabais, et des adeptes de la résignation.

Défense du service public, du pouvoir d'achat, de l'emploi, de la protection sociale... se conjugue avec influence de la CGT, prouvaient les délégués faisant par-

tager leurs expériences à leurs camarades.

Les 400 délégués, combattifs et conscients des efforts qu'ils ont à développer, n'en étaient pas moins confiants, comme le soulignait l'un d'entre eux, « c'est par la lutte que se construit l'immédiat et que se construira l'avenir ».

Gaston Jacquet, un vétéran des luttes dans ce département, remarquait qu'ayant suivi tous les congrès depuis 1917, celui-ci lui semblait le plus important et porteur de bien des promesses pour le mouvement ouvrier.

Le congrès devait élire une commission exécutive (le Parlement départemental de la CGT) de 63 membres représentatifs des secteurs professionnels, géographiques et des diverses catégories de salariés de la Loire-Atlantique, ainsi qu'un bureau de 16 responsables et un secrétariat comprenant Serge Doussin, secrétaire général, J.Y. Nicolas, Daniel Lemasson et Peter Doutzow.



PROGRÈS C.G.T. à E.D.F.-G.D.F.

Les récentes élections professionnelles au GRPT-Ouest concernant les agents de production d'électricité de Cordemais, Chevire, de l'O.R.I., Brennilis et du siège des directions de Nantes ont voté massivement pour les listes CGT.

Le résultat de ces élections se situant deux jours après la signature d'un nouvel accord salarial

entre les directions et les syndicats CFDT, FO, CFTC, CGC entraînant une nouvelle baisse des salaires, doit amener les directions à réouvrir immédiatement de nouvelles et véritables négociations salariales avec la CGT.

Les agents EDF-GDF, par leur vote majoritaire en faveur des listes CGT, ont dit : Non à l'accord bidon.

Non aux réformes de structures mettant en cause le service public.

Oui aux 1 000 F d'augmentation pour chacun.

Et cela à 55,73 % des 881 votants qui ont voté CGT (+ 10,05 %), la CFDT obtenant 32,12 % (- 8,46 %), FO 8,96 % (- 0,81), la CFTC 1,47 % (- 0,81), la CGC 1,81 (+ 0,14 %).

UNE FÊTE RÉUSSIE

Les 47 adhésions au P.C.F. durant la fête attestent de la vitalité des organisations communistes nantaises.

S'adressant aux participants à la 13^e Fête de Nantes, Paul Laurent, secrétaire du Comité Central, saluait la manifestation qui « traduit la vitalité de notre section nantaise du Parti Communiste Français ».

Une Fête dont l'importance n'a pas échappé cette année encore aux commentaires de la presse régionale. « Ouest-France » annonce « un succès d'affluence certain, pour la traditionnelle fête du PCF, ainsi qu'une atmosphère très chaude ou si l'on veut très combative. Comme toujours, les communistes ont sagement su mêler, dans cette fête, quelque 70 stands de cellules, la politique, le militantisme, la culture et les loisirs ».

Placée sous le signe du Bicentenaire de 1789, la Fête s'ouvrait dès le vendredi par le vernissage d'une exposition remarquable et remarquée sur « Nantes sous la Révolution », suivi d'un débat sur ce thème.

Nombreux étaient les stands évoquant le Bicentenaire et les participants coiffés d'un bonnet phrygien.

Expo, photos, banderoles, estampes, livres, assiettes... la Révolution était présente aux quatre coins de la Fête, Paul Laurent constatant : « Votre Fête se déroule sous le signe du Bicentenaire de la Révolution française. Son message de société juste, fraternelle doit demeurer présent dans la conscience populaire. Des fortunes immenses sont acquises dans l'exploitation et la spéculation, des profits encore en hausse vertigineuse pour les grandes entreprises cette année. N'y a-t-il pas encore des bastilles à prendre ? N'y a-t-il pas encore des privilèges à abolir ? ».

L'exposition sur les arts évoquait précisément « ces bastilles à prendre », tout comme les jeunes communistes à leur stand, ou encore la liberté, libertés syndicales, droits à la santé, au logement... droits de l'Homme... liberté pour Mandela.

La Fête reflétait les combats quotidiens des communistes.

Du stand des traminois présentant un film vidéo sur les trois semaines de lutte, à celui des communistes du CHR où un mur était couvert des pages de « L'Humanité » soutenant l'action des infirmières, oui les luttes avaient toutes leur place ce week-end à la Beaujoire.

Luttes que saluait Paul Laurent : « Nous sommes aux côtés des ouvriers, des employés, des cadres et techniciens, de celles, de ceux qui n'en peuvent plus de subir la rigueur, qui s'inquiètent pour leur avenir, pour celui de la France ».

La Fête appelait ceux-ci à se rassembler pour imposer d'autres choix, pour construire une union pour se défendre, une union pour que ça change.



A propos des élections municipales

« Nous n'avons qu'une seule et unique préoccupation : que se reconduisent, dans les villes et les communes, les accords conclus en 1983. Et à notre avis il faut maintenant aller vite.

Or, trois jours après avoir demandé à ses fédérations de rencontrer les fédérations communistes en vue de la préparation des élections municipales, la direction du Parti socialiste vient de déclarer vouloir reporter de près d'un mois la constitution des listes d'union de la gauche dans l'ensemble des communes de France.

Cette décision intervient au moment où tous les élus et les militants communistes popularisent et appliquent les décisions de la Conférence nationale de leur Parti que j'ai personnellement fait connaître par lettre il y a une semaine au Parti socialiste.

1°) Travailler dans chaque commune, qu'elle soit dirigée par un maire communiste, socialiste ou radical de gauche, ou au contraire par la droite, à constituer des listes d'union de la gauche ouvertes à des personnalités progressistes pour continuer une gestion communale au service de la population ou pour battre la droite dans de nouvelles communes.

2°) Etre prêt, si le Parti socialiste l'estime nécessaire, à ce que les directions nationales de nos deux partis déterminent ensemble cette même ligne de conduite.

Nous soutenons donc les efforts de nos camarades de Loire-Atlantique afin qu'à Nantes comme à Saint-Nazaire soient reconfirmés, sans tarder, les accords de 1983 ; afin que, dans les municipalités ayant à leur tête des maires communistes ou des socialistes, s'engagent très vite des discussions permettant la reconduction de leur mandat et la constitution à cet effet de listes de rassemblement des forces de gauche au premier tour... ».

VÉTÉRANS DU P.C.F.

Une assemblée des vétérans du PCF se tient le mardi 6 décembre à 11 h 30 à la Fédération. Les intéressés sont invités à prendre contact pour s'inscrire au 40.89.72.28. Les camarades qui ne pourraient se déplacer sont invités à se faire connaître auprès de leur Section pour remise de leur carte.

L'assemblée sera suivie d'un banquet.

FÊTE DES LIBERTÉS

26-27 novembre 88

Retirage du bon de soutien

1008	3068	3887	2334	3086
3895	2359	3108	3060	3484

RÉSULTAT DE LA LUTTE

Interrogé par la presse à propos de la subvention annoncée avec l'éventualité d'une prise de commande d'un paquebot aux Chantiers nazairiens, Paul Laurent donnait le sentiment des communistes : « C'est une bonne nouvelle que nous saluons comme une conséquence des luttes des salariés des Chantiers pour obtenir des commandes. Nous nous en félicitons, c'est la preuve que par la lutte les travailleurs obtiennent des avancées... ».

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

Brèves Associations

FRANCE-BULGARIE

L'Association France-Bulgarie organise son traditionnel déjeuner-débat annuel le dimanche 4 décembre à Saint-Herblain (Maison du Temps libre au Parc de la Gournerie). La particularité cette année : un repas totalement confectionné sur place par les cuisiniers de l'Ambassade de République Populaire de Bulgarie, arrosé des meilleurs vins et liqueurs bulgares. Mais ce moment agréable ne saurait estomper l'intérêt politique et culturel de cette journée : exposition sur la Bulgarie contemporaine, vidéo et diaporama sur divers voyages en Bulgarie en 1988, débat sur le thème « La vie quotidienne en Bulgarie à l'heure de la restructuration », tombola bulgare...

Participation : 120 F par personne (demi-tarif enfant moins de 10 ans). Inscription à Mlle Madeleine Moyon, 7, Bd de Longchamps, 44300 Nantes. Chèque à l'ordre de Association France-Bulgarie, CCP 260 21 T Nantes. Inscriptions closes le 30 novembre 1988.

FRANCE-URSS

10 et 11 décembre : Exposition-vente d'objets artisanaux soviétiques, au siège de l'Association, 7, rue de Gigant, les samedi 10 et dimanche 11 décembre, de 14 h à 19 h.

17 décembre : Organisation d'une soirée dansante, spectacle et buffet froid, le vendredi 17 décembre à partir de 19 h 30, salle Monmousseau, Bourse du Travail, 8, rue Arsène-Leloup à Nantes. Cette soirée sera animée par le groupe « Vibrations », « Caf' Conc' 1900 », soirée de chansons, de charme et d'humour.

La participation est fixée à 100 F par personne. Pour les inscriptions, les chèques libellés à « Association France-URSS » seront adressés à M. Pierre Mornet, 7, allée Brunelière à Rezé 44400. Tél. 40.75.86.90, jusqu'au 8 décembre inclus.

SECOURS POPULAIRE

Nicaragua Solidarité

A la mi-octobre, un violent ouragan dévastait toute une région du Nicaragua. Une mission technique du Secours Populaire Français envoyée sur place et composée de : Gisèle Mittenaeer, membre du Bureau national ; Bruno Deborne ; Pierre Brodard, médecins du Secours Populaire Français, vient de rentrer. Ils nous rapportent les renseignements suivants :

100 000 F ont été dépensés. Avec, ils ont acheté pour les secours d'urgence : de la vaisselle, des draps, du matériel d'hygiène (savons, brosses à dents...).

Avec, ils ont participé à l'achat de : milliers de lampes à pétrole ; des lampes de poche, des piles.

Aujourd'hui, 2 200 personnes réparties dans les centres de Rigoberto et Manolo Olivarez attendent encore notre aide.

Ils nous ont demandé pour aider à reconstruire leurs villes, leurs maisons, du petit outillage : des clous, des marteaux, de la toile...

Tout comme nous l'avons fait pour Nîmes, soyons solidaires de cette reconstruction au Nicaragua.

Vous pouvez verser vos dons à : Secours Populaire Français, 13, rue du Maréchal-Joffre, 44000 Nantes. C.C.P. Nantes 576-01 U.

Indiquez : « Nicaragua ».

LA NEIGE AVEC TOURISME ET LOISIRS

L'Association Tourisme et Loisirs de Nantes, soucieuse de satisfaire les plus exigeants des adeptes des Sports d'hiver, vous propose toute une gamme d'activités neige.

Pour tous renseignements et inscriptions : Tourisme et Loisirs, 2, rue Yves-Bodiguel, 44000 Nantes. Tél. 40.20.44.19.

Section de St-Herblain, 42, rue de la Dutée. Tél. 40.46.47.57.